Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek

Information Schweiz

Band: 13 (1998)

Heft: 10

Artikel: Les relations internationales : vues depuis une organisation

internationale

Autor: Pitteloud, Jean-François

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-770296

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 21.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DOSSIER «OUVERTURE SUR LE MONDE»



Karlsruhe diesbezügliche Forschungen.² Am 28. Oktober 1970 wurde auf Veranlassung des Nationalfonds unter dem Vorsitz des Präsidenten der Rechtsquellenkommission ein Kuratorium zur Erschliessung schweizergeschichtlicher Quellen im Ausland ins Leben gerufen, in dem neben der AGGS auch der VSA vertreten war.3 1987 stellte das Kuratorium, das sich kaum je versammelt hatte, seine Tätigkeit ein. 1991 versuchten Fritz Glauser und Bernard Truffer im Rahmen der AGGS mit einem ausführlichen Bericht und einem neuen Konzept das Unternehmen wieder aufleben zu lassen, leider ohne Erfolg. Dies ist nicht verwunderlich - wenn auch keineswegs verständlich -, wenn man die aktuelle Stimmung im Schweizer Geschichtsbetrieb betrachtet. So hat eine Festrednerin anlässlich des 200-Jahr-Jubiläums des Bundesarchivs im Rückblick auf dessen Geschichte und Tätigkeit mit leicht ironischem Unterton vermerkt, dass die Edition der Eidgenössischen Abschiede und die Sammlung schweizergeschichtlicher Quellen im Ausland nur dem Konstrukt gedient hätten, die moderne Schweiz mit dem Ursprung und der Machthöhe der (alten) Eidgenossenschaft zu verbinden (!).4 In der Hoffnung, dass dieses Urteil über Findbuchpublikationen und Editionen von nicht-zeitgeschichtlichen, älteren Quellen nicht die Communis Opinio sei, möchte ich den VSA aufmuntern, seine regionale und internationale Tätigkeit unter anderem auf die Reaktivierung dieses Projektes zu konzentrieren.

Ich komme nochmals auf die regionalen Archivtage im benachbarten Ausland zurück. Wir Schweizer Archivare leiden mehr oder weniger bewusst unter einem Theoriedefizit, was unsere eigentliche Profession betrifft, da wir keine entsprechende Ausbildungsstätte haben. An den genannten Archivtagen haben wir nun die Möglichkeit, Archivare zu treffen und privat zu sprechen oder in Fachreferaten zu hören, welche in ihren Archiven mit denselben Problemen kämpfen wie wir, die aber diese Probleme auf Grund ihres eigenen Fachwissens und mit Hilfe von Fachinstituten (Archivschulen) im Hintergrund in einer Weise angehen, von der wir letztlich nur lernen können.⁵

Man kocht zwar auch im Ausland nur mit Wasser, aber man weiss eben besser wie!

- vgl. Walter Meyrat, Die Abschriftensammlung des Bundesarchivs.
 Veröffentlichungen des Schweizerischen Bundesarchivs. Bern 1977
- 2 vgl. Martin Salzmann u.a., Repertorium schweizergeschichtlicher Quellen im Generallandesarchiv Karlsruhe. Abt. I: Konstanz-Reichenau und Abt. II: Säckingen. 5 Bände. (Zürich) 1981-1990.
- 3 vgl. Karl Mommsen, Die Sammlung schweizergeschichtlicher Quellen in ausländischen Archiven. In: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte, 22/2, 1972, S. 478-504.
- 4 AGGS Bulletin 62, Juni 1998, S. 15.
- 5 Ich möchte an dieser Stelle zusätzlich auf den alljährlichen dreimonatigen Stage technique international d'archives an den Archives Nationales in Paris sowie auf die seit einigen Jahren von der Archivschule Marburg angebotenen Einführungs- und Weiterbildungskurse hinweisen.

LES RELATIONS INTERNATIONALES VUES DEPUIS UNE ORGANISATION INTERNATIONALE

par Jean-François Pitteloud, Archiviste adjoint du CICR

Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) est né d'une initiative privée et de la volonté des Etats de faire respecter quelques règles qui allègent les souffrances des humains dans les guerres. Les Conventions de Genève, de la Convention de 1864 à celles de 1949 adoptées par la plupart des Etats, sont l'emblème du caractère international de l'action du CICR et du jeu des relations internationales dans lequel s'inscrit cette action. Les Archives du CICR en témoignent aussi, qui ont développé des relations internationales dans trois domaines différents: veille archivistique, conseil et recherche historique.

*

Depuis 1983, les Archives du CICR sont membre du Conseil international des archives, que l'archiviste du CICR représente d'ailleurs auprès des organisations onusiennes établies à Genève depuis 1996. En participant à ce type d'institution, les Archives du CICR ont trouvé un moyen efficace de veiller de façon permanente à intégrer les évolutions de la profession, et en particulier les expériences d'autres archives d'organisations internationales. Dans un passé récent, le CICR en a tiré le meilleur profit lors de la mise en œuvre de son système informatique intégré de gestion des échanges de correspondance et de classement des archives courantes – electronic records

management – qui relie le siège genevois de l'institution et ses délégations dans près de 50 pays. L'intérêt que le CICR a pu trouver dans ces contacts internationaux ne se limite pas au traitement des archives courantes. Les relations étaEeg.

Jérusalem, 7 octobre 1997, M. Georges Willemin, archiviste du CICR, remet une série de microfilms d'archives de la 2° Guerre mondiale à M. Avner Shale président du Conseil de Yad Vashem. Foto: CICR

blies avec les Archives fédérales suisses et avec différentes Archives cantonales ont directement orienté la nouvelle politique d'accès aux archives du CICR adoptée en janvier 1996.

*

Si les bénéfices tirés d'un réseau de contacts internationaux toujours plus développé sont évidents, ils ont aussi engagé les Archives du CICR à partager leur expertise et à relayer l'information archivistique auprès des autres institutions humanitaires. Depuis de nombreuses années, les archivistes du CICR conseillent les Sociétés nationales de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur la transmission d'informations relatives à des personnes. L'actualité de la Deuxième Guerre mondiale les a conduits à répondre à de multiples questions relatives à l'accès public aux données

DOSSIER «OUVERTURE SUR LE MONDE»

personnelles, émanant d'autres archives locales, nationales ou d'organisations internationales.

C'est, enfin, dans le domaine de la coopération en matière de recherche historique dans les archives que les relations internationales nouées par les Archives du CICR sont les plus visibles. L'énorme intérêt suscité par le débat historique sur la Deuxième Guerre mondiale a conduit le CICR à coopérer avec nombre d'institutions gouvernementales ou autres, et en premier lieu avec le Service international de recherches (SIR) des victimes civiles du nazisme, situé à Arolsen, en Allemagne, et dont la direction est assurée par le CICR.

Cette coopération a pris la forme de dons de microfilms de diverses séries d'archives auprès des principaux centres de documentation de la Shoah – Centre de Documentation Juive Contemporaine à Paris, Yad Vashem à Jérusalem, Wiener Library à Londres, United States Holocaust Memorial Museum à Washington –. Elle a aussi permis d'initier des programmes d'échange d'archives avec ces diverses institutions.

Dans le domaine de la recherche de personnes disparues et des victimes de la guerre, la coopération s'est récemment renforcée entre les Archives du CICR et, par exemple, l'Association de M Serge Klarsfeld qui se consacre à l'identification des victimes juives du nazisme en France, tout comme avec les autorités fédérales suisses en ce qui concerne, en général, les réfugiés et les personnes déplacées, ou avec le Gouvernement américain au sujet des victimes de la Deuxième Guerre mondiale et des soldats américains disparus lors de la Guerre de Corée et de la Guerre du Viêtnam.

*

Dans l'ensemble des relations internationales développées par les Archives du CICR, la recherche historique occupe donc une place de choix. Les chercheurs en ont directement bénéficié et la cosmopolite salle de consultation des Archives en témoigne, tout comme les nombreuses sollicitations de musées pour l'exposition de documents extraits des Archives du CICR, à commencer par le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève.

<u>contact:</u> E-mail: jpitteloud.GVA@icrc.org

ARGHIVISGHE ENTWIGKLUNGSZUSAMMENARBEIT MIT ERITREA

Ein Erfahrungsbericht von Dr. Matthias Manz, Staatsarchivar des Kantons Basel-Landschaft

Basierend auf einem Bericht von Azeb Tewolde, Direktorin des parastaatlichen Research and Documentation Centre RDC (siehe Kästchen p.13), über die Situation der Archive in Eritrea, entwickelte das Schweizerische Bundesarchiv ein Zusammenarbeitsprojekt, welches von der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit finanziert wurde. Ich stellte mich zur Verfügung, dieses Projekt durchzuführen.



Nach vorbereitenden Gesprächen bei der UNESCO und dem Internationalen Archivrat in Paris unternahm ich vom 30.10. bis 11.11.1995 eine erste Erkundungsreise in Eritreas Hauptstadt Asmara. Ich studierte mit aller Gründlichkeit die Situation des RDC und der Aktenverwaltung in den Ministerien, indem ich 12 Archive und Registraturen besichtigte und viele Gespräche auf verschiedenen Ebenen von der Sekretärin bis zum Minister führte. Ich lernte Frau Azeb und ihre 17 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter im RDC kennen und schätzen. Am Schluss der Reise war klar, dass die Fachausbildung in Aktenführung und Archivierung der Hauptinhalt der Zusammenarbeit sein würde – als Beitrag zur effizienten Verwaltungsführung, zur Rechtssicherheit und zur Sicherstellung der historischen Überlieferung.



Nach einer intensiven Vorbereitungsphase, während der ich von meinen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern phantastisch unterstützt worden war, verbrachte ich, begleitet von meiner Familie, von Februar bis April 1996 zweieinhalb Monate in Asmara. Die Erwartungen waren gross, war ich doch der erste, welcher in Eritrea Unterricht in Archivkunde anbot.

Das Ausbildungsprogramm umfasste fünf Kurse und erreichte insgesamt 100 Personen. Der auf Nachhaltigkeit ausgelegte Kern war die Ausbildung einer eritreischen Expertengruppe für Aktenverwaltung. Mit diesen 11 Personen erarbeitete ich ein kleines Handbüchlein "Eritrean Standards for Records Management", das Leitlinien für die Reorganisation der Aktenverwaltung in den Ministerien definiert. Zudem erstellten die Experten neue funktional-sachsystematische Aktenpläne für die Abteilungen des Erziehungsministeriums und halfen bei einem Kurs für Angestellte in Sekretariaten und Verwaltungsarchiven mit.



Ein anderer wichtiger Kurs war die Ausbildung von RDC-Spezialistinnen und -Spezialisten im Ordnen und Verzeichnen von Archivakten gemäss der internationalen ISAD(G)-Norm. Als praktische Übung bearbeitete diese 13-köpfige Gruppe einen grossen Aktenbestand des Arbeitsministeriums.

Dazu kamen eine Einführung in Archivverwaltung für das ganze Personal des RDC, ein Kurs in modernem Aktenmanagement für Verwaltungsdirektoren der Ministerien und Beratungen über die Umwandlung des RDC in ein *Nationalarchiv* mit den international üblichen Aufgaben und Kompetenzen.